

Lettre de l'Ambassadeur du Luxembourg à Moscou à Pierre Grégoire (Moscou, 23 octobre 1968)

Légende: Le 23 octobre 1968, l'ambassadeur du Luxembourg à Moscou adresse à Pierre Grégoire, ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, une lettre dans laquelle il évoque les risques d'un retour à la Guerre froide.

Source: Archives Nationales du Luxembourg, Luxembourg. Relations internationales. Relations Est-Ouest. AE 16851.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_l_ambassadeur_du_luxembourg_a_moscou_a_pierre_gregoire_moscou_23_octobre_1968-fr-2b1b346d-a8d9-4e19-bbd8-4470de3ba20b.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Lettre de l'Ambassadeur du Luxembourg à Moscou à Pierre Grégoire (Moscou, 23 octobre 1968)

Ambassade du Luxembourg à Moscou

N° 9. 1/18-68

Moscou, le 23 octobre 1968

L'Ambassadeur du Luxembourg à Moscou
à
Son Excellence Monsieur Pierre Grégoire
Ministre des Affaires Etrangères
Luxembourg

Objet : Reprise éventuelle de la politique de détente Est-Ouest

J'ai l'honneur de reproduire ci-après quelques propos que j'ai recueillis au sujet de la reprise éventuelle de la politique de détente Est-Ouest :

1. Au cours de la réunion d'hier des Ministres-conseillers de l'OTAN, l'un des participants a déclaré que ceux des gouvernements occidentaux qui avaient fait dépendre la reprise des relations normales avec l'Union Soviétique du retrait de ses troupes de Tchécoslovaquie, devraient tenir compte du fait qu'un accord a été récemment conclu entre les deux pays sur le stationnement des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. Un autre Ministre-Conseiller a répondu que cette question devrait être tranchée dans un sens ou dans l'autre selon qu'on estimait que le gouvernement tchèque avait donné ou non son libre consentement à l'accord. Cependant l'opinion a prévalu que la position des gouvernements occidentaux serait arrêtée sur la base de considérations d'ordre politique.

2. Dans le discours d'usage qu'il a fait avant-hier lors de la remise de ses lettres de créance, le nouvel Ambassadeur du Royaume-Uni a déclaré qu'il faudrait un certain temps avant que les relations entre les deux pays ne puissent se normaliser. Au cours d'un entretien privé consécutif à la cérémonie officielle, le Président Podgorny a assez vertement reproché à la Grande-Bretagne son attitude au cours de la crise tchèque ; qu'il s'agissait d'une question bilatérale entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie, en dehors de la compétence d'autres pays. Les relations avec le Royaume-Uni devraient continuer normalement si ce pays n'adoptait pas une attitude aussi stupide à l'égard de l'affaire tchécoslovaque. Il convient de noter à ce propos que ces derniers temps la presse soviétique a assez violemment attaqué la Grande-Bretagne et lui a reproché d'avoir été chargée par l'OTAN d'intervenir dans l'affaire tchèque. L'Ambassadeur du Royaume-Uni a retiré de l'entretien l'impression générale que l'Union Soviétique était entièrement disposée, quant à elle, à continuer les excellentes relations d'antan entre les deux pays, mais que cela dépendait de l'attitude anglaise. C'est l'art de retourner les choses !

3. L'Ambassadeur de Yougoslavie, M. Vidic est d'avis qu'il faut essayer à tout prix de continuer la politique de détente, malgré l'invasion de la Tchécoslovaquie et malgré la si dangereuse doctrine du Commonwealth socialiste. Il faut absolument éviter un retour à la guerre froide.

Par quels moyens ?

L'U.R.S.S. devrait abandonner sa nouvelle doctrine. M. Vidic n'a pas perdu tout espoir qu'il puisse en être ainsi. En effet, l'Union Soviétique se sentant isolée et largement condamnée par l'opinion mondiale pourrait être amenée à changer d'attitude.

L'Occident, quant à lui, doit également y mettre du sien :

M. Vidic reconnaît bien entendu la nécessité pour l'OTAN de maintenir ou même d'améliorer sa capacité de

défense mais il estime que toute nouvelle course aux armements, à l'initiative de l'Occident, ne pourrait être que néfaste.

La guerre froide serait ranimée si en Occident on reprenait les attaques violentes d'antan contre la doctrine communiste. Toute tentative de s'attaquer aux fondements du régime soviétique, solidement établi après 50 ans d'existence, serait considéré ici comme une immixtion dans les affaires intérieures et ne pourrait que provoquer de dangereuses réactions.

Enfin, l'Ambassadeur de Yougoslavie, tout en constatant que son pays entretient maintenant de bonnes relations avec la République Fédérale d'Allemagne, estime que celle-ci doit mener une politique modérée et ne pas donner l'impression de vouloir intervenir dans les affaires intérieures des pays de l'Est.